

Transformation Numérique

Déclaration liminaire de la CGT Finances Publiques

✉ : cgffinancespubliques.bn@dgifp.finances.gouv.fr Suivez-nous sur facebook ou twitter : @cgt_finpub (Syndicat National CGT Finances Publiques) @cgt_finpub (CGT Finances Publiques)

Le contexte actuel de ce GT est pour la CGT Finances publiques l'exemple négatif de ce que l'administration peut faire du numérique avec la plateforme des données de santé "le Health Data Hub" suscitent des inquiétudes sur la protection de ces informations sensibles et posent des questions de souveraineté avec le choix de Microsoft comme hébergeur, pour stocker les données de santé. La Cnil craint pour leur sécurité. Elle "relève que les contrats qui lui ont été fournis ne prévoient eux-mêmes ni la localisation des données ni l'ensemble des garanties relatives aux modalités d'accès aux données par les administrateurs de l'hébergeur".

Aujourd'hui, face à l'enjeu que pose nos données que vous définiez l'année dernière comme notre "principale richesse", la première question que nous sommes aujourd'hui amenés à poser est où sont nos données ? Toujours dans les ESI et sous quels contrôles ? Quels intervenants participent à la sécurisation et au stockage de nos données ?

La CGT Finances publiques est consternée par le changement de modèle de société voulu par ce gouvernement, qui est à cent lieues des besoins sociaux, économiques et environnementaux des populations. *Ces besoins sont d'autant plus importants avec la crise sanitaire !*

La destruction du réseau de nos administrations financières et les orientations du gouvernement ne font que creuser le fossé des inégalités et aggraver les conséquences de cette crise !

Nous ne devrions pas être étonnés, la Cour des comptes avait sorti en mai 2019 un rapport axé plus spécifiquement sur l'avenir des systèmes d'informations à la DGFIP et à la Douane touchant à la fois les structures et l'organisation du SSI. Ce rapport préconisait la mise en place d'un schéma directeur informatique pluriannuel, afin de "réussir la transformation numérique prévue par le programme Action Publique 2022" qui passait par un resserrement du réseau des établissements de services informatiques (ESI). Une convention d'objectifs et de moyens pluriannuelle devait préciser les cibles à atteindre, le calendrier de réalisation et les moyens pour y parvenir à l'horizon de dix ans. Les conséquences étaient en matière de recrutement l'accroissement du nombre de contractuels, la construction d'indicateurs de pilotage et la réduction des effectifs affectés à l'assistance informatique de proximité des agents.

Pour la CGT Finances publiques, il est capital que notre informatique et son développement restent internalisés. Faire appel à davantage de prestataires ou de contractuels, emporterait le risque de voir notre technicité et savoir-faire disparaître peu à peu, ce qui est inacceptable à nos yeux.

La perte de la maîtrise de notre informatique : spécifications, applicatifs et données nous rendrait totalement dépendants des sociétés privées.

En effet, contractualisation, suppressions d'ateliers éditiques, constitution et évolution des DISI, la DGFIP prépare des externalisations supplémentaires, la contractualisation et l'interministérialité et ne fait donc pas siennes les recommandations de la CGT.

Nous aurions pourtant voulu connaître l'objectif cible en matière de réorganisation de la DGFIP autour du numérique, les doctrines d'emplois, de suppressions d'emplois, de formation, de conditions de travail etc ...

Quel est l'intérêt de ce GT, si nous n'avons pas aujourd'hui les réponses à ces questions légitimes que se posent tous les agents de la DGFIP ?

L'exercice d'aujourd'hui ressemble à une opération d'auto-satisfaction dans les capacités numériques de la DGFIP.

Les fiches communiquées nous laissent l'impression de ne pas savoir où l'on va et parlent de numérique mais pas de stratégie globale, sauf en contre jour des futures suppressions d'emplois !

La fiche 3 sur la création du fameux « lac de données » est celle qui nous inquiète le plus! La création de ce lac de données "doit répondre à trois exigences: le découplage, la gouvernance des données et la plateforme de big data (entrepôt de données et infrastructures adaptée aux calculs de grands volumes). Son système open source doit être développé avec des partenaires autres que l'entreprise américaine CLOUDERIA ..."

Ce changement d'option est-il lié à l'actualité du scandale de la plateforme des données de santé dont nous parlions en début de déclaration ?!

Nous demandons à connaître l'ensemble des prestataires, des partenaires et des solutions envisagées!

De plus, où sont localisés les 20 data-analystes et data-scientistes recrutés en 2019 pour la "construction du lac de données"?

Les API Applications programming interfaces ou interfaces de programmation applicatives, et leur plateforme de gestion des API ouvertes (APIM) API Management ont la part belle dans ce GT, car ils constituent la clé d'accès aux données que la DGFIP met à disposition des administrations mais aussi d'autres opérateurs comme les banques.

Pour la CGT Finances publiques l'accès aux données détenues par la DGFIP doit être strictement réglementé, contrôlé et réservé aux opérateurs publics. Nous souhaitons avoir connaissance de tous les opérateurs ou "grands comptes" surtout extérieur à la sphère publique qui pourraient avoir accès à nos données!

En revanche nous constatons qu'il n'y a :

Rien sur le bilan attendu du PAS, prélèvement à la source, de l'impôt sur le revenu dont le bilan complet ne pouvait être dressé qu'après un exercice plein, ce qui suppose d'attendre que les opérations de régularisation soient ou non effectuées en 2020, Rien sur la sécurité numérique (transparence, interconnexion, identifiant unique, tentative malveillante sur les serveurs de la DGFIP et les tentatives d'hameçonnage dont sont victimes les contribuables),

Rien sur la fracture numérique, la stratégie de l'accueil et du recouvrement alors même que France stratégie reconnaissait que 28 % de la population est éloignée ou n'a pas d'accès au numérique. Seulement fiche 6, une présentation du projet interministériel en expérimentation "**Aidants connect**" qui permet à des professionnels mandatés, **hors agents de la DGFI**, de réaliser les démarches en lignes pour le compte des usagers inscrit dans le NRP (nouveau réseau de proximité) qui pose les problèmes de sécurité des démarches et de déontologie sur le secret fiscal, ou fiche 5 sur l'ENSU (Espace numérique sécurisé unifié ou "dite le nous une fois") **l'évolution de l'application impôts.gouv pour téléphone portable prévue pour janvier 2021** qui devrait avec l'arrivée de la 5G régler la problématique des **Zones blanches...**, ou la fiche 8 sur **l'accessibilité numérique aux personnes en situation de handicap** qui n'en est qu'à l'élaboration d'un plan d'action qui nous rappelle les aléas subis par nos collègues en situation de handicap visuel ou auditif qui sont restés pour certains plus d'un an sans solution d'accès à l'appli DGFIP,

Pour la CGT Finances publiques, l'accueil physique restent encore prédominants pour les particuliers comme le montre l'échec actuel de la réception sur RDV et la saturation des plateformes d'accueil téléphoniques et internet.

Rien non plus sur les autres projets interministériels auxquels la DGFIP contribue déjà activement,

Rien sur le projet PILAT (environnement informatique du contrôle fiscal),

Rien sinon une mention sur la fiche 3 de **ROC SP** (outil numérique de recouvrement de la future agence du recouvrement) du rapprochement des données de la DFIP, de la DOUANE et des organismes sociaux

Rien non plus sur le projet digital RH SIRHIUS décisionnel.

Et pour finir une fiche 7 qui n'apporte rien sur les assistants digitaux déjà présentés en 2019

Pour la CGT Finances publiques, il est urgent d'obtenir les crédits et les moyens humains en emplois statutaires afin de moderniser et développer nos services d'exploitation, de développement et d'assistance qui sont menacés d'externalisation.

La très haute technicité des personnels de la DGFIP pointée par la Cour des comptes comme nos capacités de développement interne (80% des applications) ne semblent pas peser dans la balance d'un gouvernement où le dogmatisme libéral l'emporte sur la raison!

En méthode nous interviendrons sur chaque sujet après présentation de la fiche.